

Un pacte écologique pour Marseille



ECOFORUM

Depuis longtemps, la société civile marseillaise dresse un constat accablant de la qualité de notre environnement et du cadre de vie. Les associations et citoyens marseillais souhaitent que les candidats au poste de maire de Marseille s'engagent à préserver notre santé, notre environnement et notre bien-être de manière concrète, efficace et durable. Les élections municipales de mars 2014 sont ainsi l'occasion de faire signer **UN PACTE ÉCOLOGIQUE POUR MARSEILLE** à ceux qui se portent candidats pour nous représenter.

Ce Pacte écologique pour Marseille propose des objectifs et des mesures de bon sens, des solutions face aux pollutions, qui amélioreraient sensiblement la qualité de vie des Marseillais. Ce Pacte propose aussi l'utilisation d'indicateurs déjà connus pour mieux évaluer la mise en pratique et l'évolution de chaque engagement pris. Il engage ses signataires à agir en faveur de ces mesures devenues prioritaires, et ainsi mener une politique transparente au service de l'intérêt général et de la valorisation du bien commun. La concertation est essentielle car elle permet la mise en lumière des contradictions et donc de prendre la meilleure décision pour l'intérêt général. Il est donc du devoir de nos futurs représentants d'appliquer ce principe fondamental de la démocratie. C'est pourquoi nos associations locales sont aujourd'hui à même, grâce à leurs expériences et résultats dans les différents quartiers depuis des années, de se constituer force de proposition avec l'appui de la société civile marseillaise.

Elles s'expriment à travers 13 points. Les problématiques qui y sont abordées nous concernent tous au quotidien, c'est pourquoi elles devraient être traitées par nos élus d'abord dans la concertation puis dans l'action solidaire.

Aujourd'hui, face à cet enjeu des municipales 2014, nos représentants doivent s'attaquer sereinement aux causes des pollutions et aux nuisances plutôt que de s'essouffler encore et toujours à traiter leurs conséquences multiples et fragmentées.

Pour que nos futurs élus laissent une ville plus respectueuse de notre santé, de notre environnement et de notre cadre de vie et plus solidaire que ce qu'ils l'ont trouvée !

1. Moins de pollution de l'air

Nous respirons 15 000 litres d'air par jour en moyenne, un cocktail de plus en plus empoisonné qui impacte directement notre santé au quotidien. Les seuils réglementaires de pollution de l'air sont trop souvent dépassés. Nous savons aujourd'hui que nous perdons 9 mois d'espérance de vie et que 42 000 personnes meurent prématurément à cause de la pollution de l'air en France chaque année. A Marseille, ce chiffre s'élève à 1 000 ! Et il est impossible de chiffrer tous ceux qui voient simplement leur santé altérée par les particules fines.

Les citoyens doivent être informés et la municipalité, pour nous protéger, doit prendre des mesures de réduction des causes de pollution.

2. Plus de transports en commun

Il faut plus de place aux piétons, aux vélos et plus de pistes cyclables. Comment se fait-il que Marseille ait reçu en 2013 le clou rouillé, trophée attribué à la ville la moins cyclable de France ? Nos élus appliquent trop souvent la politique du tout-voiture. En ville, la moitié des trajets en voiture fait moins de 3 km. La pollution produite pourrait être réduite de moitié si on réalisait ces petits trajets à pied ou en vélo.

Marseille doit aussi faire le choix de transports collectifs plus efficaces et moins polluants, l'offre en transports collectifs n'est pas assez attractive pour que les usagers renoncent à prendre leur voiture. Nous subissons alors des embouteillages systématiques que l'on sait pourtant être la cause de fortes pollutions, de stress, d'incivilité, etc. N'oublions pas que, dans le classement des villes les plus embouteillées du monde, Marseille atteint la 6ème place au niveau mondial et la 1ère au niveau national. Alors qu'un trajet Marseille-Paris peut être réalisé en trois heures, la traversée de Marseille peut, elle aussi, prendre trois heures, mais avec en prime du stress et des dépenses augmentées en carburant du fait des embouteillages ! Imaginer des parkings en périphérie, bien pensés, afin de pouvoir se déplacer majoritairement via le réseau métro-tramway-bus dans Marseille, c'est possible !

Il existe également de réelles lacunes et inégalités concernant la répartition géographique de l'accès à ce réseau. Concentrons-nous sur la réduction de ces écarts !

3. Plus de propreté

La saleté, notamment dans le centre-ville de Marseille, reste un enjeu majeur alors que les solutions existent : la propreté de nombreuses villes en France en atteste ! Le simple nombre de rats à Marseille, 9 millions, témoigne de l'insalubrité dans laquelle nous vivons. Les conséquences sanitaires et touristiques de ce manque de propreté ont un lourd impact sur le bien-être dans nos quartiers ainsi que sur l'image de la ville et de ses habitants.

Nos déchets, lessivés par la pluie, se retrouvent en grande partie dans la mer, polluant les calanques, trop précieuses à nos yeux pour que nous les fermions sur cette aberration.

Il est possible de mieux ramasser les ordures et de moins en produire aussi. Les municipalités doivent montrer l'exemple et améliorer la collecte des déchets, en mettant en place une politique d'information et d'éducation des citoyens au tri, recyclage et compostage ainsi qu'en donnant aux citoyens les dispositifs de tri et de compostage suffisants pour pouvoir agir !

4. Moins de pollution et de gaspillage de l'eau

Nos villes doivent réduire leurs rejets de produits toxiques et de pesticides dans nos rivières et nos mers. L'Huveaune est malheureusement le témoin naturel d'une forte pollution, et son aménagement bétonné reste encore la cause d'importantes inondations à Marseille. N'oublions pas non plus la pollution de nos plages, régulièrement fermées quand les stations d'épuration n'arrivent pas à traiter toute l'eau qui leur arrive des fortes pluies et qu'une partie des eaux est rejetée dans nos eaux de baignade sans traitement. Les eaux de baignade sont soumises aux dispositions de la directive européenne 2006/7/CE4. La date limite de mise en application de l'ensemble de cette directive est 2015. Si on appliquait cette directive aujourd'hui à Marseille, selon une simulation de l'ARS (Agence Régionale de Santé), pas moins de 5 plages sur 21 devraient être fermées : l'Huveaune, les Catalans, le Prophète, l'Anse des Sablettes et Saint Estève au Frioul. N'est-il pas temps d'agir pour protéger nos plages ? Les bassins de rétention seraient une solution efficace qui permettrait de stocker les eaux de pluie pour que la station d'épuration puisse les traiter plus tard et n'arrive pas à saturation. Bordeaux détient dix fois plus de bassins de rétention que Marseille alors qu'elle compte moins d'habitants.

Il faut également réfléchir de manière transparente et concertée à la gestion du réseau d'assainissement à Marseille. En effet, la durée de vie des canalisations n'étant que d'environ 80 ans, il faudra, à terme, renouveler le réseau et ce serait l'occasion de passer le tout Marseille en réseau séparatif, système qui coûte cher mais qui permet une bien meilleure gestion de l'assainissement. Actuellement, le centre ville de Marseille est doté d'un réseau de type unitaire, c'est-à-dire qu'il récolte à la fois les eaux usées et les eaux de pluie, ce qui n'est pas l'idéal. Menons dès maintenant une politique de protection de notre environnement proche ! Halte au gaspillage !

5. Stop au bétonnage

Nos élus cèdent trop à la pression foncière et donnent des permis de construire alors même que les infrastructures ne suivent pas, causant des problèmes d'embouteillages, de stationnement, de places en crèches

et de manque d'espaces verts. La politique d'urbanisme menée jusqu'à présent comme une fuite en avant ne répond pas à ce que réclame l'intérêt général : l'amélioration du cadre de vie !

Une urbanisation intelligente est possible. La densité marseillaise est de 4 200 habitants/km², contre 20 000 à Paris. La cité phocéenne peut donc très clairement densifier ses zones d'habitations et d'activités (notamment grâce à des constructions plus hautes). En limitant son étalement urbain, la ville pourrait limiter le coût du développement de ses indispensables transports collectifs, de ses voiries et raccordements divers, de ses crèches et autres équipements publics, ainsi que de ses services de proximité... Tout en préservant ses espaces verts...

Marseille présente une surface d'espaces verts par habitant de 2,5 m² au Nord et 5 m² au Sud, alors que l'OMS, Organisation Mondiale de la Santé, préconise 9 m². Il faut que nos élus luttent contre le bétonnage à outrance et la disparition de nos espaces verts.

6. Moins de bruit

La cartographie du bruit de certaines de nos villes est catastrophique, alors que c'est la première nuisance ressentie par les Français. A Marseille, cette carte existe et montre des inégalités flagrantes entre les quartiers concernant la pollution sonore. Elle est source de stress, de perturbation du sommeil, de baisse de l'acuité auditive, et en conséquence altère insidieusement notre santé physique et mentale.

Halte aux nuisances ! Respectons la loi Bruit et remédions intelligemment aux inégalités face au bruit !

7. Plus de protection des terres agricoles

Un stade de football de terres agricoles disparaît toutes les 5 minutes en France. Notre agriculture, nos terres nourricières locales, sont victimes du grignotage progressif du béton. A ce rythme, dans 50 ans, il ne restera pas un mètre carré de surfaces cultivables dans notre région !

La partie littorale, où se concentre 70 % de la population régionale, est cruellement touchée par ce phénomène. Nous tirons la sonnette d'alarme : d'ici 15 ans, si rien n'est fait rapidement, l'agriculture pourrait disparaître dans le sud des Bouches du Rhône. Pour garantir notre souveraineté alimentaire et pour subir moins de pollutions dues au transport de nos marchandises agricoles, nous voulons plus de produits locaux et de saison ! Un engagement des maires et des collectivités pour maintenir classées nos terres agricoles est indispensable.

8. Plus de bio dans nos cantines

Notre alimentation est un élément essentiel pour notre santé, car nous nourrissons nos cellules quotidiennement. Il est donc prioritaire pour la municipalité d'assurer la qualité de nos repas et de promouvoir des comportements alimentaires sains. Nous voulons plus de nourriture issue de l'agriculture biologique et paysanne dans nos restaurations collectives (écoles, collèges, lycées, universités, hôpitaux, maternités, centres sociaux, prisons, maisons de retraite, etc...)

Protégeons notre assiette de tous les produits chimiques et OGM qui l'ont envahie, surtout quand on sait que nos enfants consomment en une journée près de 80 résidus chimiques au travers de leurs repas !

Pensons aussi à respecter la liberté des convictions en proposant des repas végétariens ou végétaliens dans les restaurations collectives.

9. Moins de pollution électromagnétique

Etant donné leurs effets sur la santé, que dénoncent de nombreuses études, une distance de sécurité minimale entre notre habitat et les antennes relais ou lignes haute tension doit être respectée ! Il en existe 1 000 à Marseille, disposées de manière anarchique et sans consultation des riverains.

Appliquons simplement le principe de précaution et initiions une démarche de concertation et d'information des habitants !

10. Plus d'économies d'énergie

Dans nos villes, le gaspillage énergétique est considérable. Il faut d'urgence une politique municipale qui aille, en matière d'énergie, vers la sobriété, l'efficacité et les énergies renouvelables. Une politique de rénovation des logements passoires est nécessaire pour de nombreux foyers marseillais.

Accompagnons politiquement la révolution énergétique à venir pour réduire le gaspillage énergétique !

Fribourg, avec 200 jours de soleil par an, a mieux développer le solaire que Marseille, qui en compte pourtant 300. Il est temps de donner toute la place qu'elle mérite à l'énergie solaire à Marseille. De même, pour une ville qui a le mistral, il serait bon aussi de développer l'éolien !

11. Plus de concertation

Bien souvent les élus pratiquent la concertation d'affichage. Aujourd'hui, nous avons besoin d'une vraie concertation ! Les citoyens n'interviennent plus, ou que très peu, dans la gestion de leur quartier. L'information et la consultation sont insuffisantes depuis des décennies, ce qui a pour effet de nous démobiler. Quant à la centralisation des décisions, elle éloigne les décisions du lieu de vie et de travail des habitants et associations pour qui elles sont réalisées. Nos élus doivent mener une véritable politique d'information, de consultation et de concertation et se doivent de le faire dans la transparence !

12. Moins d'inégalités et de discrimination

Il n'est pas normal que des zones subissent plus la pollution, le bruit et la précarité énergétique que d'autres ! Devant ces inégalités injustifiables, il faut agir en priorité dans les quartiers jusqu'alors laissés pour compte : la qualité de vie globale de la ville en sera alors immédiatement améliorée. Car moins d'inégalités, cela signifie moins de tensions et plus d'efficacité collective !

13. Plus de défense des animaux

Nous demandons au futur maire de Marseille de prendre en considération la vie et la souffrance des animaux. Des milliers d'animaux de compagnie vivent à Marseille, il est temps de prendre en considération leur existence. Finançons la recherche, l'enseignement, le développement et l'application des méthodes substitutives à l'expérimentation sur des animaux.

Marseille, le samedi 15 mars 2014.

Jean-Marc COPPOLA
Candidat du Front de Gauche

Pape DIOUF
Candidat de Changer la Donne

Jean-Claude GAUDIN
Candidat de l'UMP

Patrick Mennucci
Candidat du Parti Socialiste

Jean Baptiste SIMMARANO
Porte parole d'Ecoforum